

# PÉGUY ET LES TOTALITARISMES

Il y a douze ans déjà, à l'entrée du faubourg Bourgogne, prenant la parole pour rendre hommage à Charles Péguy, Géraldi Leroy appelait notre attention sur un aspect trop souvent méconnu d'une œuvre qui a dit, qui a prédit dès le siècle naissant — et avant même la fin du précédent —, « que notre époque serait celle des fanatismes, des massacres et des grandes tyrannies ».

De cette âpre vérité on trouve en effet de nombreux échos dans les *Cahiers de la quinzaine*. Comment ne pas citer d'abord le *Courrier de Russie* qui en 1905 entretient les abonnés du fameux « dimanche rouge » de Saint-Pétersbourg et leur présente une vision fulgurante, apocalyptique, qui, à bien des égards, apparaît aujourd'hui prémonitoire des débats qui traverseront notre siècle : « *Quand toute une partie de l'humanité, une partie considérable, s'avance douloureusement dans les voies de la mort et de la liberté, quand toute une énorme révolution tend aux plus douloureux enfantements des libertés les plus indispensables par on ne sait combien de sanglants et d'atroces avortements, guerres de peuples, guerres de races, guerres de classes, guerres civiles et plus que civiles, guerres militaires, massacres et boucheries, incendies et tortures, démagogies sanglantes et crimes insensés, horreurs inimaginables, massacres des Polonais, massacres des Juifs, des massacres près de qui ceux de Kichinef n'auront été qu'un incident sans gravité, massacres des Russes, massacres des intellectuels,*

*massacres des paysans, massacres des ouvriers, massacres des bourgeois, monstruosités de tout ordre et de toute barbarie, — et quand nous, peuples libres, peuples libéraux, peuples de liberté, France, Angleterre, Italie, Amérique même, tenus sous la brutalité de la menace militaire allemande, nous sommes contraints et maintenus dans l'impossibilité de rien faire, absolument rien, de ce qu'eussent fait nos pères antérieurs, il y a au moins une pudeur qui interdit le commentaire » (1).*

Depuis longtemps, *l'Amitié Charles Péguy* et le Centre Péguy ont contribué par leurs colloques et leurs publications à faire connaître la pensée prophétique de l'écrivain orléanais. Ainsi c'est en 1985, l'année même où Julie Sabiani organisait au Centre Péguy un colloque sur les *Ecrivains de la dissidence*, que *l'Amitié Charles Péguy* faisait paraître aux éditions de la Maison des Sciences de l'Homme l'ouvrage de Frantisek Laichter : *Péguy et ses Cahiers de la quinzaine*. Frantisek Laichter avait consacré la plus grande partie de sa vie à cette histoire chronologique des œuvres publiées par le gérant et ses collaborateurs, situées dans le riche panorama politique, intellectuel et spirituel de l'ouverture de notre siècle. Or ce travail original, que les spécialistes appelaient depuis longtemps de leurs vœux, nous venait de Tchécoslovaquie... et prenait, au-delà de sa valeur documentaire, celle d'un témoignage exceptionnel que pouvait cautionner en ces temps d'oppression l'expérience de son auteur : « *Il est extraordinaire — écrivait Frantisek Laichter dans sa préface datée de 1974 — que Péguy — qui écrit l'essentiel de son œuvre entre 1894 et 1914 — instruit par l'appareil des partis politiques de son temps, par leur pratique et leur idéologie, ait pu anticiper avec tant de clairvoyance et mesurer les dangers qui menacent aujourd'hui* » (2).

Editeur dépossédé de son emploi, voué à une existence précaire, exilé dans sa propre patrie, Frantisek Laichter, que nombre de ceux qui sont ici réunis ont bien connu, a vécu, pour reprendre ses propres mots, dans l'état du « totalitarisme progressiste », et a éprouvé toute sa vie l'effet de cette oppression absolue sur les champs de la science, de la littérature, de l'art, du théâtre, du cinéma, de l'enseignement, des médias, de la religion. C'est pourquoi, il savait gré à Péguy d'avoir en son temps lutté contre la moindre forme de police intellectuelle ou de censure idéologique, qui toujours, nous le savons aujourd'hui, portent en elles les tyrannies du futur.

---

(1) Charles Péguy, *Œuvres en prose complètes*. Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, volume II, 1988, p. 85.

(2) F. Laichter, *Péguy et ses Cahiers de la Quinzaine*, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1985, p. 53.

C'est en 1899 que Charles Péguy décide de fonder une revue où il pourrait avec ses amis « dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ». C'est pourquoi, *les Cahiers de la quinzaine* n'ont pas cessé, de 1900 à 1914, d'instruire « un débat pour et contre les libertés nationales et internationales », mettant en accusation toute tyrannie, fût-elle prétendument socialiste, plaidant pour toute liberté, celle des individus comme celle des peuples. A cet égard, il est significatif que, dans ses articles de la *Revue blanche*, il mette en parallèle le cas du Capitaine Dreyfus et celui des 300 000 Arméniens massacrés dans l'Empire Ottoman, de 1894 à 1896. L'un et l'autre, où la justice était engagée, lui paraissaient mériter le même retentissement universel. L'Occident, on le sait, ne se laissa pas émouvoir par l'assassinat d'un peuple... mais la résistance arménienne fut au moins soutenue par le cahier de Pierre Quillard que Péguy a publié en 1902.

Usant des modestes moyens qui étaient les leurs, le gérant et ses collaborateurs réunissaient des documents et des témoignages « formant dossier », afin de dénoncer l'oppression partout où elle s'exerçait : dans la Russie vue de la Vistule, par Edmond Bernus, ou vue de Vladivostok, par Félicien Challaye ; dans la Finlande russifiée par Nicolas II, dont Jean Deck analyse les troubles ; dans l'Europe orientale où les Juifs étaient persécutés comme en témoignent les Cahiers d'Henri Dagan et de Bernard Lazare.

Pourchassant impitoyablement « tyrannies dures et tyrannies molles », « tyrannies de chefs et tyrannies de troupes », Péguy en détectait la menace jusque dans « nos gouvernements modernes, prétendus démocratiques », apercevant même dans la politique combiste l'irruption d'une « métaphysique d'Etat » à laquelle il ne pouvait souscrire.

Péguy a constamment l'intuition que toute atteinte à la liberté est génératrice tôt ou tard de cette « banqueroute frauduleuse » que nous avons désignée du nom de totalitarisme (3). Aussi lance-t-il dès 1900 ce solennel avertissement : « Plus je vais moins je crois à l'efficacité d'une révolution sociale [...] avec ou sans fusils et dictature impersonnelle » (4).

C'est pourquoi, *l'Amitié Charles Péguy* fut bien inspirée, en cette fin de siècle, de réunir à Paris et à Orléans des témoins venus de Hongrie, de Pologne, de Roumanie, de Russie, de Tchécoslovaquie, afin de nouer avec eux, autour du libertaire Péguy, un dialogue des plus nécessaires.

---

(3) « Un essai de monopole », *Œuvres en prose complètes*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, volume I, 1987, p. 1469.

(4) « Encore de la grippe », *Œuvres en prose complètes*, volume I, p. 419.

La question totalitaire est, en effet, la grande question de notre siècle.

Nous nous devons, inlassablement, d'étudier, de comprendre, de critiquer les ressorts du totalitarisme — pourquoi ? comment ? pourquoi ici, là, à ce moment-là ? —, car nous ne pouvons ignorer que si des bouleversements profonds ont marqué ces dernières années, que si un monde s'est effondré avec le mur de Berlin, le mal n'est jamais définitivement éradiqué, et que son effondrement même est lourd de convulsions qui portent encore sa marque.

Il y a un devoir de veille, une obligation de vigilance intellectuelle et morale.

A l'intérieur des différentes formes de totalitarisme, comment Charles Péguy n'aurait-il pas été plus sensible à celles qui se réclamaient d'un partage plus équitable des biens et de l'émancipation de la masse des opprimés ? Il nous faut inlassablement comprendre et expliquer par quel paradoxal et scandaleux retour des choses ce qui s'appelait libération et émancipation est devenu oppression supplémentaire.

Certains, on le sait, considèrent que le concept même de socialisme est lourd de la menace totalitaire. Peut-être iraient-ils jusqu'à en déceler les racines dans tel écrit de Péguy lui-même. Je pense à cette *Cité socialiste* où les « *biens sociaux seront administrés* » où « *l'administration sociale des choses* » aura remplacé « *le gouvernement des hommes en société* », où « *la concurrence sera supprimée* », où « *la production sera centralisée* », où il y aura « *beaucoup moins de fausses vocations* » et « *beaucoup moins de paresseux* » (5).

Que certaines naïvetés, ou certaines carences théoriques aient engendré des désastres pratiques n'est pas niable. Mais la réalité est que ce totalitarisme-là est devenu possible lorsque l'on a dissocié les moyens et la fin, lorsque l'on a cru que l'on pourrait impunément employer des moyens contradictoires avec la fin poursuivie et que plus d'oppression temporaire produirait plus d'émancipation durable.

Formidable imposture que cet archétype de la dictature du prolétariat qui produit toujours plus de dictature, car il est dans la logique de la dictature d'aller jusqu'au bout d'elle-même : dès lors qu'elle est là, par définition, rien ne la contraint ni ne la limite. Mais imposture corrélatrice que celle qui assimile à cette imposture-là toute la pensée socialiste.

---

(5) *De la cité socialiste, Œuvres en prose complètes*, volume I, p. 34 à 39, *passim*.

Il est, vous le savez, d'autres traditions dans le socialisme français et européen, auxquelles appartient assurément Charles Péguy. Elles proclament la nécessité de la solidarité et, pour cela, d'une maîtrise du cours des choses et donc d'une puissance publique. Elles proclament corrélativement qu'il est vain de vouloir aller vers plus de justice dès lors que l'on supprime une once de liberté, quel qu'en soit le prétexte. Je crois que cela vaut dans tous les domaines, y compris dans l'ordre économique. Les dernières décennies nous ont montré qu'il n'y avait pas de société, de liberté, là où le marché n'existait pas — ce qui ne signifie pas que le contraire soit vrai, car le marché peut en effet très bien cohabiter avec une dictature, et l'existence d'un marché ne suffit pas, contrairement à ce que d'autres ont dit, à fonder une société de liberté.

En réalité, la société plus solidaire et plus libre nécessite forcément l'exercice de *toutes* les libertés dans *tous* les ordres, politique, intellectuel, ou économique. En revanche, comment ne pas voir que l'exercice de toutes les libertés ne suffit pas à garantir l'avancée vers une société plus juste, plus solidaire. C'est une condition nécessaire. Elle ne saurait être suffisante. Il y faut aussi une solide volonté de maîtriser le cours des choses. Faute de quoi, on sombre dans cette forme de démission politique, qui n'a jamais été prônée par Péguy, en vertu de laquelle le jeu atteint naturellement — et ce mot est bien contestable : il n'y a pas de nature en la matière — par le marché à un moment donné constitue la situation optimale à laquelle on peut atteindre.

En définitive, si l'on voue aux gémonies toutes les formes de ce que Hayek appelle le constructivisme, que nous reste-t-il d'autre qu'une conception pessimiste de l'histoire où l'acte politique lui-même est une vanité parmi toutes les vanités, une illusion qui n'a d'intérêt que si l'on s'intéresse aux apparences du pouvoir. Charles Péguy n'est assurément pas de ceux qui accepteraient de tels renoncements. Il est dans le camp de ceux qui veulent changer la société. Il ne se résigne pas à l'injustice. Il croit que la révolution doit d'abord être morale.

Il proclame les droits imprescriptibles de l'individu face à l'Etat.

Il proclame que les individus ne sont pas la propriété publique ou privée des Etats.

Au prix d'un anachronisme qu'il n'eût sans doute pas désavoué, nous pouvons affirmer qu'il eût été l'un des plus fervents défenseurs de ce droit d'ingérence qui nous conduit aujourd'hui à prendre le contrepied de toute une tradition diplomatique et à affirmer l'impérieux devoir d'action de la communauté internationale dès lors qu'un Etat bafoue les droits de l'être humain.

Charles Péguy proclame en effet « *que la force ne fonde rien d'éternel, que ce qui vient de la force, également, s'en retourne par la force, que le droit seul peut fonder une institution, une cité durable, que rien de durable ne se fera que dans la justice et dans la vérité, dans la liberté, dans le droit.* » (6)

Jean-Pierre SUEUR  
(avec la collaboration  
de Julie SABIANI)

---

(6) « Un Essai de monopole », *Œuvres en prose complètes*, volume I, p. 1469.